

LE PROGRAMME, Le Gouvernement P.S., P.C., C.G.T.

Suite de la page 1

dustrie, contrôleront le prix de revient et les bénéfices des patrons ; que la C.G.T. établira tous les mois l'indice réel des prix de vente, sur lequel seront réajustés les salaires revalorisés.

C'est de cette façon seulement que l'on arrivera à la stabilisation du coût de la vie, les patrons ne trouvant plus de profit à faire monter les prix.

CONCLUSION

**UN MINIMUM VITAL,
ECHELLE MOBILE DES SALAIRES,
CONTROLE OUVRIER SUR LES
PRIX DE REVIENT.**

Premières mesures indispensables pour défendre le droit à la vie des travailleurs.

PLUS D'OBJETS DE CONSOMMATION

Ceci signifie rompre avec l'anarchie économique qui continue à régner et remettre en route l'économie.

Cela a été une grande faute de paralyser la classe ouvrière dans son action contre le patronat et de l'enchaîner par le mot d'ordre trompeur : de « PRODUIRE D'ABORD ». C'est ce qui a permis aux patrons de faire d'immenses profits, sans pour cela remettre en route une production pour les besoins des masses.

Produire d'abord, c'est mettre la charrue devant les bœufs ; il faut d'abord organiser et contrôler et, seule, la classe ouvrière le peut.

LE PLAN

Comment le réaliser ?

LE CONTROLE OUVRIER

Son rôle, ses organismes (par exemple les comités d'entreprises après extension de leurs droits).

LES EXPROPRIATIONS

Tout le crédit — les industries de base (houillères, transports, électricité, etc., etc.) et les industries de transformation qui ont échappé complètement jusqu'à présent. (Il est scandaleux de penser que M. Schneider, du Creusot, reste le patron de droit divin.)

Pas d'indemnités, pas de rachat : pourquoi ?

— L'indemnisation fait porter au travailleur le poids des profits énormes sous forme d'impôts divers.

— L'indemnisation laisse aux capitalistes toute leur puissance pour intervenir dans l'Etat.

— L'indemnisation limite les possibilités de nationalisation et prépare la banqueroute dont profiteront les capitalistes (vente par l'Etat d'actions des sociétés nationalisées).

**LES PETITS PORTEURS SERONT
DEDOMMAGES EN RENTE D'ETAT
SI LEUR PART NE DEPASSE PAS
100.000 francs. (Il n'est pas question
d'exproprier purement et simplement
les petits porteurs.)**

GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAVSAN

Nous disons que pour tenir leurs promesses, les partis qui se réclament de la classe ouvrière doivent appliquer ce programme.

Les travailleurs peuvent entrer en

NOTRE POLITIQUE

DU RAVITAILLEMENT

I. — LES RAVAGES DE LA SOUS-ALIMENTATION

Les scandales sans nombre du ravitaillement ne sont pas les pires scandales du régime bourgeois décrépit, mais sont les plus visibles et les plus odieux. La sous-alimentation fait depuis des années des ravages dans la popula-

lute pour ces revendications. Ils ont aujourd'hui la force de les faire triompher ; ce sont elles, et elles seules, qui peuvent les sortir de la misère et conjurer le danger de la démagogie fasciste.

Petit développement : le danger réactionnaire aujourd'hui réside dans la gravité de la situation des masses laborieuses et petites bourgeoises.

Ces dernières, qui ont fait confiance aux partis ouvriers pour les sortir d'affaire, ne voyant venir aucune amélioration, deviendront demain, et commencent à devenir une proie facile à toutes les démagogues anti-parlementaires et anti-ouvrières et à la mystique du chef. Avertissement du referendum.

Deuxième conclusion :

Les conditions de vie des travailleurs, la remise en marche de la production, la lutte contre le danger réactionnaire imposent à tous une même action : LA LUTTE CONTRE LES CAPITALISTES ET LEURS AGENTS, LA RUP-TURE avec le M.R.P. pour appliquer un programme pour le peuple.

Cela veut dire : rupture de la coalition gouvernementale, chasser les ministres M. R. P. — Prendre tout le pouvoir, non pas sous forme d'une nouvelle combinaison parlementaire, mais en s'appuyant sur l'action des travailleurs, à l'usine, dans les quartiers, dans les syndicats.

Jusqu'à présent, les chefs ouvriers se sont refusés à entreprendre la lutte contre les capitalistes et ont maintenu une infâme coalition avec les agents des deux cents familles.

Sans relâche, notre parti les a appelés à rompre avec les de Gaulle, les Francisque Gay, les généraux et les évêques. Aujourd'hui, c'est aux militants ouvriers, à la classe ouvrière tout entière que nous nous adressons pour mettre fin à cet état de choses scandaleux, et à la misère des masses populaires. C'est à vous, travailleurs, qu'il appartient d'entreprendre la lutte pour vos salaires, pour le contrôle sur la production et pour imposer un gouvernement socialiste-communiste.

Voter P.C.I., c'est rompre avec la politique de faillite des capitulars ;

C'est lutter contre les affameurs et les exploités ;

C'est donner à cette lutte pour le pain et les salaires les animateurs et les porte-paroles indispensables ;

C'est comprendre que l'Etat bourgeois ne doit pas être replâtré, mais abattu par la classe ouvrière ;

C'est préparer l'avènement de la dictature du prolétariat et de la société socialiste.

tion laborieuse. Le cynisme des dirigeants bourgeois : « du blé en avril ou des cerueils en juin » (La Guardia, président de l'U. N. R. A.).

Les conséquences sur la population du point de vue physiologique : Enquêtes des médecins et hygiénistes de l'Institut national d'hygiène sur l'état de nutrition. Les grandes agglomérations urbaines et les régions viticoles du Midi sont soumises au « régime de famine lente ». La ration type d'un adulte est de 2.650 calories (chiffre de l'U.N.R. A.). Or l'apport fourni, par les cartes d'alimentation en France n'a jamais dépassé 1.200 calories, sans équilibre dans la répartition des différents principes nutritifs (pas assez de graisse ni de viande, trop de féculents). Malgré les suppléments à la ration officielle acquis si péniblement par les travailleurs, les rations effectives restent encore, pour ceux-ci, bien au-dessous du minimum vital. De plus malgré l'augmentation des rations officielles la consommation réelle semble avoir légèrement diminué à Paris et à Marseille depuis mars 1945. Le marché noir étant mieux portant que jamais on ne peut attribuer cette diminution qu'à la baisse du pouvoir d'achat des salariés, qui les oblige à restreindre leurs achats au marché rationné.

La situation est encore beaucoup plus angoissante dans la plupart des autres pays de l'Europe — sans parler de l'Asie, continent de la sous-alimentation permanente, malgré ses ressources prodigieuses...

Les résultats de ce régime. Une ville test : Marseille. Dès 1941, amaigrissement portant sur 72 % de cas examinés. En 1943, élévation du taux de mortalité de 53 % par rapport à 1938. En 1945, dans cette même ville, 47 % de personnes présentent un mauvais état général, 44 % des pertes de poids, 52 % de la « fatigabilité » et des signes divers d'avitaminose. De 1939 à 1945 le taux de mortalité infantile passe de 64 à 100 pour mille. Cette mortalité est particulièrement forte en été (mauvaise qualité du lait).

Les troubles de croissance: enquête dans les écoles du 13^e arrondissement, à Paris (arrondissement prolétarien) : amaigrissement en 1943 : 34 % au lieu de 0,5 % en 1939.

Par rapport à 1935 les poids moyens des enfants sont inférieurs de 9 et 7 kilos pour les garçons et les filles de 14 ans. Déficit statural des garçons et filles de 14 à 15 ans : 7 cm. Conclusion des enquêteurs : « La race s'est adaptée en prenant une taille plus petite...! »

Toutes ces conséquences sont évidemment très inégalement réparties : les classes moyennes ou aisées, la grande bourgeoisie, sont peu ou pas atteintes, la classe ouvrière (villes surtout) l'est terriblement.

II. — LES « SCANDALES » DU RAVITAILLEMENT NE SONT QUE LES SCANDALES LES PLUS ODieux DU REGIME DU PROFIT.

A. — Scandales à la production. — Les profits du capital monopolistique, en élevant le prix de cession de tous les produits industriels nécessaires à l'exploitation agricole (machines, engrais, énergie...), en restreignent l'utilisation. Les destructions dues à la guerre impérialiste ont encore accentué ces méfaits du régime.

Avant guerre la France était un des